

L'assainissement de Kinshasa : Question de volonté politique

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2019

Le 30 juin 1960, le Congo Belge accédait à la souveraineté internationale. Les Congolais de cette époque habitant la capitale, Léopoldville habitaient des colons belges une ville dotée d'un environnement propre : Ce qui lui avait valu l'appellation de "Kin la belle ; poto mohindo". Ce qui veut dire une ville comparable à la capitale d'un pays d'Europe. Quel mécanisme le colonisateur avait mis en place pour assainir Léopoldville? Qu'est-ce qui a fait perdre à Kinshasa son appellation de Kin la belle ? Que faut-il faire pour remettre Kinshasa de sa belle robe d'antan ?

À l'époque coloniale, les Belges, avaient créé un service de l'hygiène publique chargé d'assainir la capitale, dans toutes les communes de Léopoldville. Les ouvriers opérant dans ce service, s'appelaient "agents de service de l'hygiène" (Bato ya munganga). Les agents contrôlaient les parcelles deux fois par semaine. Ils étaient reconnus par leur uniforme de couleur bleue. Sur la tête, ils portaient un képi rouge. Leur irruption dans une parcelle faisait peur aux occupants au cas où ils laissaient traîner au sol un déchet dur ou en métal (une boîte) de conserve, contenant l'eau sale qu'ils assimilaient à un repaire de microbes préjudiciables à la vie des habitants du lieu. En effet, les parcelles devaient rester propres à tout moment. Aux contrevenants, notamment les propriétaires des parcelles insalubres, les agents du service de l'hygiène remettaient une convocation les invitant à comparaître dans leur bureau pour payer une amende. Le service constituait ainsi une des sources des recettes de l'État. Des déchets provenant des parcelles étaient destinés aux poubelles publiques qui étaient disposées à des endroits précis. Deux fois par semaine, ils étaient évacués hors de la ville par les camions du ministère des Travaux publics (TP Ville) où ils servaient à d'autres fins, notamment du fumier agricole.

Les caniveaux étaient régulièrement curés par les cantonniers. Ces ouvriers dépendaient du service d'assainissement de la ville. À l'instar des agents de service de l'hygiène, ils étaient financés par le budget de l'État qui les payait à travers le ministère des Travaux publics. Bien entendu, les caniveaux à ce jour sont curés dans certaines communes. Mais les ordures ne sont souvent pas évacuées et elles restent sur place pour retourner d'où elles sont venues après la pluie. Les autorités municipales invoquent comme motif le manque de moyens. En plus, par manque des poubelles, les Kininois jettent les déchets un peu partout, dans les caniveaux, ou sur les grandes artères, dans l'indifférence des passants. L'accumulation des ordures sur les routes forme des montagnes artificielles, rendant impraticables ces voies de communication. Par ailleurs, les déchets jetés dans les caniveaux bouchent les conduites d'eau. À la tombée des pluies, parce que leur voie d'écoulement sont bloquées, les eaux se répandent en désordre sur leur parcours et inondent les parcelles environnantes avec les conséquences que l'on sait. Des murs de parcelles s'écroulent, fauchant des vies humaines. Bien des familles abandonnent leurs maisons et trouvent refuge chez les voisins, en attendant d'y revenir après l'évacuation des eaux. Entretemps, les biens de leurs maisons sont endommagés. Rappelons que cette situation déplorable est consécutive à l'abandon de l'entretien de la ville par les animateurs des régimes qui se sont succédés au pouvoir, à commencer par le maréchal Mobutu, et qui considéraient l'assainissement des villes du pays comme le cadet de leur souci. En effet, dès son retour du pays de Mao Tsé Toung, Mobutu qui rentrait au Zaïre inspiré de l'esprit de Yu Kong instaurera "l'opération Salongo". Cette opération voulait que l'entretien de l'environnement proche des habitants d'une agglomération soit leur affaire, notamment les rues, les avenues, ainsi que les caniveaux. Ainsi, petit à petit, l'assainissement des centres villes qui était alors organisé par l'État à travers le ministère des TP doté d'un budget confortable pour sa mission, était tombé dans l'oubli, au profit de l'opération Salongo, laquelle à son tour, faute de suivi, se transformera en fonds de commerce pour les hommes en uniforme.

De ce qui précède, il s'avère que si les colonialistes belges étaient capables de maintenir propres les villes de l'ensemble du pays à cette époque, grâce au service de l'hygiène public, qui dépendait du ministère des Travaux publics, l'actuel gouvernement peut aussi le faire s'il y a vraiment la volonté politique, car vouloir c'est pouvoir, dit-on.

[NDLR. Ceci est juste un constat, non le regret d'une période coloniale particulièrement brutale.]

Nzuzi Kiambi Joseph, Le Phare (Kinshasa) -Â AllAfrica